

**RAPPORT N° 2022/2-18**  
**Au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi 08 Avril 2022**

**OBJET**

**PROCEDURE DE RESILIATION POUR FAUTE DU MARCHE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATION DE SERVICE D'ELAGAGE, D'ABATTAGE ET D'ESSOUCHAGE D'ARBRES, D'ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS (DEFRICHAGE, TONTE ET DEBROUSSAILLAGE) – PROGRAMME 2021-2024 – AVEC L'ENTREPRISE KREATIVE POUR LES LOTS 4, 5 ET 6**

Suite à la décision du Bureau de la communauté en date du 16 décembre 2021, le marché à bons de commande de prestations de service d'élagage, d'abattage et d'essouchage d'arbres, d'entretien des accotements (défrichage, tonte et débroussaillage) a été notifié aux entreprises sur la base des lots et pour les prix suivants :

- Lot n° 1 : Elagage – secteur de Saint-Denis : entreprise REGF pour 99 500,00 € HT
- Lot n° 2 : Elagage – secteur de Sainte-Marie : entreprise MTS pour 84 450,00 € HT
- Lot n° 3 : Elagage – secteur de Sainte-Suzanne : entreprise REGF pour 83 000,00 HT
- Lot n° 4 : Entretien des accotements – secteur de Saint-Denis : entreprise KREATIVE pour 62 040,00 € HT
- Lot n° 5 : Entretien des accotements – secteur de Sainte-Marie : entreprise KREATIVE pour 63 480,00 € HT
- Lot n° 6 : Entretien des accotements – secteur de Sainte-Suzanne : entreprise KREATIVE pour 38 260,00 € HT

Suite à la lettre de notification des lots 4, 5 et 6 à l'entreprise KREATIVE le 11 janvier 2022, les premiers bons de commande ont été adressés au prestataire en dates des 17 et 23 janvier 2022 pour la réalisation des travaux de tonte sur les communes de Sainte-Marie et de Sainte-Suzanne (lots 5 et 6) et les 14 et 18 février pour l'entretien des secteurs de Saint-Denis (lot 4).

Conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), **article A2.3 -modalités de commande de travaux-** le démarrage des prestations doit intervenir dans un délai maximum de 72 heures à compter de la notification des bons de commande.

De même, eu égard aux dispositions de **l'article A1.2 -consistance des travaux-** les produits de la tonte et tous détritres et déchets constatés sur les emprises d'intervention doivent être systématiquement évacués ou mis en décharge.

Or, les contrôles effectués dans le cadre du suivi du marché ont mis en évidence le non-respect à la fois des délais de réalisation des prestations par le titulaire du marché pour ces lots 4 à 6 et aussi des obligations de ramassage et d'évacuation des déchets verts issus de la tonte étant précisé que la majorité des secteurs objet des bons de commande n'avaient pas été traités.

Par conséquent, par courrier du 25 février 2022, l'entreprise KREATIVE a été mise en demeure de procéder sans délais à l'achèvement des prestations en vue d'une réception des travaux sous 10 jours à compter de la réception dudit courrier et de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de pallier les retards constatés. De même, il a été demandé au prestataire la production d'un planning d'intervention par secteur et pour chacune des communes concernées.

A échéance, de nouveaux contrôles ont été réalisés lors desquels il a été constaté que les moyens mis en œuvre par l'entreprise restaient insuffisants pour rattraper les retards accumulés et pour répondre aux exigences de ramassage et d'évacuation des déchets conformément aux termes du marché.

Dès lors, une réunion a été organisée le 09 mars 2022 en présence de l'entreprise afin d'échanger sur ses difficultés éventuelles et de statuer sur la suite qu'il convenait de réserver au contrat.

En effet, les manquements de l'entreprise ne sont pas sans poser des contraintes en terme de sécurité et de salubrité publique obligeant les communes à assurer sur leurs propres moyens en lieu et place du prestataire la continuité du service public.

Face à ses défaillances, le prestataire reconnaît son incapacité à respecter ses contrats et indique qu'il n'exclut pas l'éventualité d'un retrait de ses engagements. Il a indiqué toutefois qu'il tenterait d'honorer l'ensemble des bons de commande déjà émis et notifiés à ce jour.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-18-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022



- chemin Arthur RIMBAUD et route de Piton Cailloux ;
  - TCSP Beauséjour
  - accès au centre animalier
  - rue André Lardy
  - rue Double Dix
- Sur Saint Denis, l'entreprise est intervenue sur quelques secteurs sans procéder au ramassage, à l'évacuation des déchets verts, et au nettoyage, et les secteurs suivants n'ont pu être traités :
- L'ensemble des secteurs du centre-ville
  - Sur le secteur de Sainte-Clotilde et de Moufia :
    - rue Roger Payet
    - avenue Leconte Delisle
    - avenue De Lattre de Tassigny
    - rue de la Piscine
    - rue Hippolyte Foucque
    - rue Joseph Bédier
  - l'ensemble des secteurs de la Montagne

En tout état de cause, aucun des chantiers de l'entreprise KREATIVE n'a pu être réceptionné. En effet, bien que certains secteurs aient été traités, le ramassage et l'évacuation des déchets verts issus de la tonte n'avaient pas été réalisés en dépit des dispositions de l'article A1.2 – consistance des travaux – du CCTP.

Force est de constater qu'en dépit des nombreuses relances dont a fait l'objet le prestataire et des mises en demeure des 25 février 2022 et 16 mars 2022 le sommant de mettre tout en œuvre pour prendre toutes les dispositions afin de pallier les retards constatés en mettant les moyens nécessaires, que les moyens mis en œuvre par l'entreprise KREATIV sur les lots 4, 5 et 6 étaient insuffisants pour satisfaire aux exigences du marché et que de ce fait, l'entreprise n'a pu respecter ses engagements. Egalement, l'entreprise KREATIVE, n'a jamais répondu aux mises en demeure qui lui ont été notifiées et jamais remis les plannings d'interventions par secteur demandés.

**En conclusion, suite à la mise en demeure du 16 mars 2022, l'entreprise n'a pas déféré à cette mise en demeure et n'a présenté aucune observation de nature à justifier les manquements importants constatés jusqu'à présent dans l'exécution des prestations.**

Dès lors, une résiliation à ses torts exclusifs pour ces lots est donc proposée, étant précisé qu'en cas de résiliation le titulaire recevra la notification de cette décision ainsi que la date de prise d'effet (jusqu'à cette date l'entreprise sera tenue de continuer à assurer l'exécution des prestations confiées).

Par ailleurs, **en application de l'article 34.5. du CCAG FCS** (cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services), la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Cette résiliation pourra s'accompagner d'une exécution aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 4.8 du CCAP qui stipule : « Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers, le cas échéant, à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire ».

Par conséquent, il est proposé de résilier le marché conclu avec l'entreprise KREATIVE pour la réalisation des prestations des lots concernés (lots 4, 5 et 6) et de fixer la date de la résiliation au 15 avril 2022.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Autoriser le Président à résilier pour faute du titulaire le marché à bons de commande de prestations de service d'élagage, d'abattage et d'essouchage d'arbres, d'entretien des accotements (défrichage, tonte et débroussaillage) – programme 2021-2024- avec l'entreprise KREATIVE pour les lots 4, 5 et 6 avec exécution à ses frais et risques. La date d'effet de la résiliation des lots concernés (4, 5 et 6) est fixée au 15 avril 2022 afin d'éviter toute rupture dans la continuité de service et de laisser le temps d'organiser la relance des marchés de substitution.

Accusé de réception en préfecture  
 974-249740119-20220408-BC2022-2-18-DE  
 Date de télétransmission : 14/04/2022  
 Date de dépôt en préfecture : 14/04/2022  
 Le Président  
 Maurice GIRONCE  
 Communauté  
 intercommunale  
 du Nord  
 de la Réunion

**DECISION N° 2022/2-18  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET**

**PROCEDURE DE RESILIATION POUR FAUTE DU MARCHE A BONS DE COMMANDE DE PRESTATION DE SERVICE D'ELAGAGE, D'ABATTAGE ET D'ESSOUCHAGE D'ARBRES, D'ENTRETIEN DES ACCOTEMENTS (DEFRICHAGE, TONTE ET DEBROUSSAILLAGE) – PROGRAMME 2021-2024 – AVEC L'ENTREPRISE KREATIVE POUR LES LOTS 4, 5 ET 6**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-18 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-18-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022



**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE**

D'autoriser le Président à résilier pour faute du titulaire le marché à bons de commande de prestations de service d'élagage, d'abattage et d'essouchage d'arbres, d'entretien des accotements (défrichage, tonte et débroussaillage) – programme 2021-2024- avec l'entreprise KREATIVE pour les lots 4, 5 et 6 avec exécution à ses frais et risques.

La date d'effet de la résiliation des lots concernés (4, 5 et 6) est fixée au 15 avril 2022 afin d'éviter toute rupture dans la continuité de service et de laisser le temps d'organiser la relance des marchés de substitution.

|  |
|--|
| Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations)<br>Suffrages exprimés : 15<br>Vote pour : 15<br>Vote contre : 00<br>Abstention : 00 |
|--|

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

**13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



|  |
|--|
| Accusé de réception en préfecture<br>974-249740119-20220408-BC2022-2-18-DE<br>Date de télétransmission : 14/04/2022<br>Date de réception préfecture : 14/04/2022 |
|--|